

ENQUETE

Elections législatives : quel impact sur les TPE - PME ?

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- Même si, à l'instar de la dernière enquête CPME de décembre 2023, **la baisse de l'activité demeure le sujet prioritaire des chefs d'entreprise** pour les prochains mois (pour 47 % des dirigeants interrogés), **la stabilité politique (35 %) et le maintien de la paix civile (29 %)** deviennent des sujets majeurs de préoccupation. Ce qui reflète bien l'inquiétude actuelle des chefs d'entreprise.
- Selon les dirigeants interrogés, le résultat des élections législatives anticipées aura un impact fort sur le pays mais également sur leurs propres projets. **78 % d'entre eux considèrent qu'une hausse des dépenses publiques risquerait de conduire le pays à la faillite et à sa mise sous tutelle du FMI.** De même, **selon la majorité à l'Assemblée nationale, nombreux seront ceux qui reporteront leurs projets d'investissement ou de recrutement** (58 % dans le cas d'une majorité du Nouveau Front populaire, 36 % dans le cas d'une majorité du Rassemblement national et de ses alliés ; 12% dans le cas d'une majorité Renaissance et ses alliés). Les choix politiques ne seront donc pas sans conséquence économique.

EN REACTION AUX PROGRAMMES ECONOMIQUES

- **La proposition de porter le salaire minimum à 1600 euros nets par mois est mal perçue par les dirigeants.** 41% des chefs d'entreprise ayant au moins un salarié n'auraient d'autre choix que de cesser leur activité (14%) ou de licencier une partie de leur personnel (27%). 50 % répercuteraient cette hausse des salaires sur leurs prix de vente, sans qu'il y ait toutefois un impact sur les effectifs.
- **Les dirigeants, en très grande majorité, sont contre une diminution généralisée de la durée légale hebdomadaire de travail, à 32 heures (83 %).** Seuls 12% d'entre eux y sont favorables pour les seuls métiers pénibles, comme le propose le Nouveau Front Populaire.
- Les chefs d'entreprise se prononcent, à une très large majorité, contre un abaissement de l'âge légal de départ à la retraite (82 %), considéré comme irréaliste dans l'état actuel des finances publiques (65%).
- **Ils sont partagés (50 % d'opinions favorables - 50 % d'opinions défavorables) sur la réforme de l'assurance - chômage,** qui prévoit notamment un allongement de la durée de travail nécessaire pour être indemnisé et un raccourcissement de la durée d'indemnisation.
- **Les chefs d'entreprise ne sont pas opposés à une hausse des salaires et pensions.** 50 % sont favorables à une indexation des salaires et 70 % à une indexation des pensions sur l'inflation.

Priorités des dirigeants pour les prochains mois



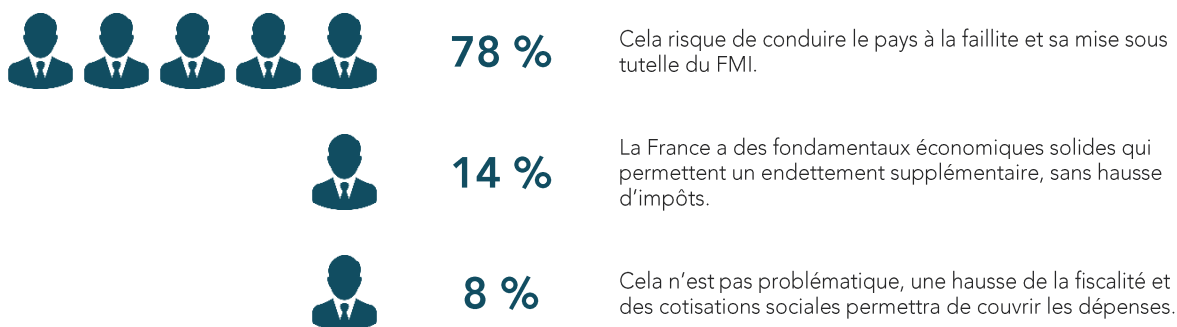
Autres réponses : le recrutement (14 %) ; le financement bancaire (13 %) ; le prix de l'énergie (13 %) ; la hausse des salaires (11 %) ; l'approvisionnement en matières premières (3 %).

Note : les dirigeants pouvaient choisir jusqu'à deux réponses.

Lecture : 47 % des dirigeants interrogés estiment que la baisse de l'activité est un sujet prioritaire pour les prochains mois.

▪ Dépenses publiques

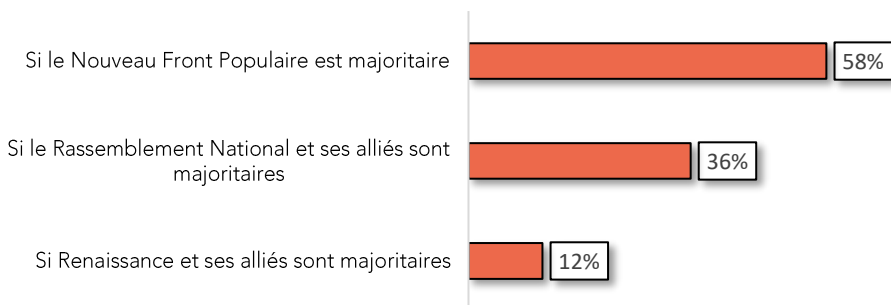
Opinion des chefs d'entreprise sur la hausse des dépenses publiques, prévue dans les programmes de partis politiques :



Lecture : 14 % des dirigeants interrogés estiment que la France a des fondamentaux économiques solides qui permettent un endettement supplémentaire, sans hausse d'impôts.

▪ Perspectives d'investissement ou de recrutement

Part des chefs d'entreprise annonçant un report de leurs projets d'investissement ou de recrutement :

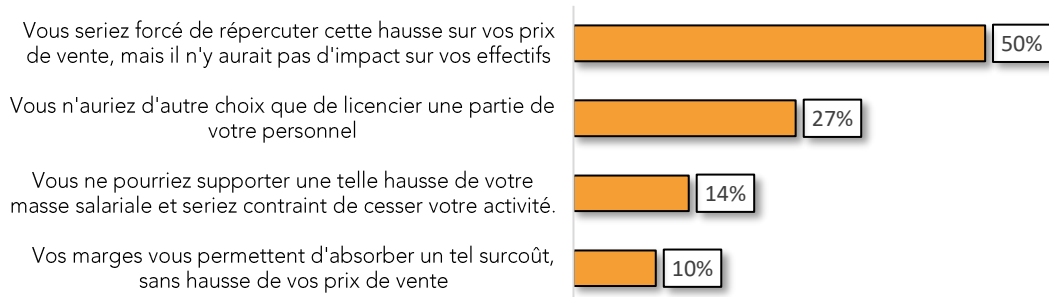


Lecture : 58 % des dirigeants interrogés déclarent souhaiter reporter leurs projets d'investissement ou de recrutement si le Nouveau Front Populaire est majoritaire lors des prochaines élections législatives.

▪ Hausse du salaire minimum

Question posée aux entreprises ayant au moins un salarié.

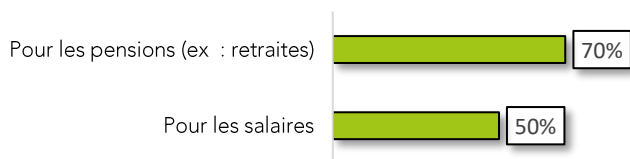
Situation des chefs d'entreprise si le SMIC devait être porté à 1600 euros nets par mois :



Lecture : parmi les entreprises ayant au moins un salarié, 27 % des dirigeants interrogés estiment qu'ils n'auraient d'autre choix que de licencier une partie de leur personnel si le SMIC devait être porté à 1 600 euros nets par mois.

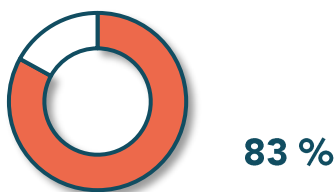
▪ Indexation des salaires et des pensions sur l'inflation

Part des chefs d'entreprise déclarant être favorables à une indexation sur l'inflation :



Lecture : 50 % des dirigeants interrogés sont favorables à l'indexation des salaires sur l'inflation.

▪ Durée légale de travail



des chefs d'entreprise ne sont pas favorables à une durée légale hebdomadaire de travail ramenée à 32 heures (sans diminution des salaires).

A l'inverse, **12 %** des dirigeants se prononcent pour une réduction du temps de travail pour les seuls salariés exerçant des métiers considérés comme pénibles et **5 %** en faveur d'une diminution pour l'ensemble des salariés.

▪ Age de départ à la retraite

Opinion des chefs d'entreprise sur la proposition de partis politiques de revenir sur l'âge minimal de départ à la retraite (fixé à 64 ans depuis la dernière réforme) :



65 %

considèrent qu'une telle mesure est irréaliste dans l'état actuel des finances publiques.



18 %

sont favorables au projet de revenir sur l'âge de départ à la retraite.



16 %

pensent, au contraire, qu'il faut travailler plus longtemps.

Lecture : 65 % des dirigeants interrogés estiment que revenir sur l'âge minimal de départ à la retraite est une mesure irréaliste dans l'état actuel des finances publiques.

▪ Réforme de l'assurance chômage



50 %

les chefs d'entreprise sont partagés sur la réforme de l'assurance - chômage.

Cette réforme prévoit notamment un allongement de la durée de travail nécessaire pour être indemnisé et un raccourcissement de la durée d'indemnisation.

METHODOLOGIE



Étude basée sur 1 066 réponses de dirigeants de TPE - PME.

Les résultats de cette enquête sont définis sur la base de réponses volontaires.



L'échantillon a été interrogé via l'envoi d'un questionnaire en ligne auprès des adhérents de la CPME.



L'enquête s'est déroulée du 20 au 24 juin 2024.

Icones réalisées par Freepik de www.flaticon.com